

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Colombie-Britannique : budget 2026

Des efforts pour freiner la détérioration des finances publiques

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint, LJ Valencia, économiste, et Kari Norman, économiste senior

FAITS SAILLANTS

► **Le budget 2026 de la Colombie-Britannique présente un mélange de bonnes et de mauvaises nouvelles.**

Commençons par le solde budgétaire : à court terme, les chiffres se sont nettement améliorés par rapport à ceux présentés dans le budget 2025 et dans les prévisions publiées à l'automne (graphique 1). Le déficit devrait atteindre 9,6 G\$ cette année, un résultat sensiblement inférieur aux estimations récentes. Toutefois, le manque à gagner annuel s'annonce plus important qu'escompté à moyen terme, avec un déficit prévu de 13,3 G\$ pour l'exercice 2026-2027 (EF 2027), soit 2,9 % du PIB. Le tableau 1 à la page 2 résume les nouvelles prévisions financières du gouvernement provincial.

► **En examinant les détails, on constate que de modestes hausses d'impôts et une révision à la hausse du**

PIB nominal – la mesure la plus large de l'assiette fiscale – ont contribué à améliorer les perspectives de revenus autonomes. Une révision à la hausse des transferts fédéraux projetés a également soutenu cette amélioration. Bien entendu, cet effet positif est en partie atténué par la prudence habituelle intégrée aux prévisions économiques et aux hypothèses sur les prix du gaz naturel.

► **Cependant, cette amélioration modérée des revenus s'accompagne d'une révision similaire à la hausse des dépenses de programmes.** Alimentée par des dépenses accrues en santé et en éducation, une part importante des revenus supplémentaires projetés a été réaffectée au financement des services publics. À cela s'ajoute l'inclusion, dans le budget 2026, de provisions de 5 G\$ pour chaque année du cadre financier.

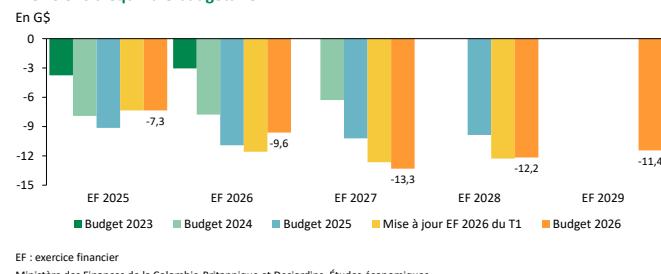
► **En raison d'une légère détérioration du déficit moyen prévu pour les prochaines années, le ratio dette-PIB devrait évoluer de manière similaire aux prévisions précédentes, augmentant graduellement sur l'horizon.** Cela dit, la province s'attend toujours à maintenir un niveau de dette inférieur à celui de l'Ontario et du Québec à moyen terme. Les frais de la dette en proportion des revenus pourraient toutefois suivre une trajectoire moins favorable.

► **Les investissements en immobilisations totaliseront 37,7 G\$ sur trois ans, soit 8,2 G\$ de moins que ce qui était prévu dans le budget 2025, le gouvernement provincial cherchant à préserver la soutenabilité des finances publiques.** Les besoins d'emprunt ont été révisés à la hausse et devraient atteindre 34,9 G\$ lors de l'EF 2027, comparativement à 33,1 G\$ dans le budget précédent. Pour l'EF 2028 et l'EF 2029, les emprunts prévus s'élèvent respectivement à 35,0 G\$ et 30,3 G\$.

Graphique 1

Amélioration à court terme, mais détérioration à moyen terme des perspectives budgétaires de la Colombie-Britannique

Prévisions d'équilibre budgétaire



EF : exercice financier

Ministère des Finances de la Colombie-Britannique et Desjardins, Études économiques

Tableau 1
Prévisions fiscales mises à jour de la Colombie-Britannique

En G\$ (sauf si indiqué)	2024-2025	2025-2026		2026-2027		2027-2028		2028-2029
	Réalisé	Bud. 2025	Bud. 2026	Bud. 2025	Bud. 2026	Bud. 2025	Bud. 2026	Bud. 2026
Revenus totaux	84,0	83,8	85,1	85,7	85,5	88,2	88,6	91,8
<i>Variation en %</i>	<i>5,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,2</i>	<i>2,3</i>	<i>0,5</i>	<i>2,9</i>	<i>3,6</i>	<i>3,6</i>
Revenus autonomes	69,7	69,0	70,5	70,8	70,1	73,6	73,5	76,4
<i>Variation en %</i>	<i>5,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>3,9</i>	<i>4,9</i>	<i>4,0</i>
Transferts fédéraux	14,3	14,8	14,6	14,9	15,5	14,6	15,1	15,3
Dépenses totales	91,4	95,0	94,7	95,9	98,8	98,0	100,7	103,2
<i>Variation en %</i>	<i>8,0</i>	<i>3,9</i>	<i>3,6</i>	<i>1,0</i>	<i>4,4</i>	<i>2,2</i>	<i>1,9</i>	<i>2,4</i>
Dépenses de programmes	87,1	89,9	89,7	90,0	92,5	90,9	93,2	94,5
<i>Variation en %</i>	<i>7,1</i>	<i>3,1</i>	<i>2,9</i>	<i>0,1</i>	<i>3,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>1,4</i>
Frais de la dette	4,2	5,1	5,0	5,9	6,4	7,2	7,6	8,7
<i>En % des recettes totales</i>	<i>5,1</i>	<i>6,1</i>	<i>5,9</i>	<i>6,9</i>	<i>7,4</i>	<i>8,1</i>	<i>8,6</i>	<i>9,5</i>
Provision pour frais de prévision								
Équilibre budgétaire	-7,3	-11,2	-9,6	-10,2	-13,3	-9,9	-12,2	-11,4
<i>En % du PIB</i>	<i>-1,7</i>	<i>-2,5</i>	<i>-2,2</i>	<i>-2,2</i>	<i>-2,9</i>	<i>-2,0</i>	<i>-2,5</i>	<i>-2,3</i>
<i>Dette nette (% du PIB)</i>	<i>23,1</i>	<i>26,4</i>	<i>26,1</i>	<i>30,9</i>	<i>30,6</i>	<i>34,4</i>	<i>34,4</i>	<i>37,4</i>
Exigences d'emprunt brutes	—	32,2	31,5	33,1	34,9	34,7	35,0	30,3
Besoins en capitaux		18,7	17,1	20,4	18,7	19,3	18,2	16,1
Exigences de refinancement	—	11,0	11,6	6,3	6,0	8,8	8,6	5,2
Autres sources de financement	—	-8,6	-6,6	-3,4	-2,6	-3,2	-3,7	-2,0

Ministère des Finances de la Colombie-Britannique et Desjardins, Études économiques

Bien que certains anticipaient un budget 2026 plus austère, le gouvernement de la Colombie-Britannique a plutôt choisi d'établir un équilibre entre fiscalité et dépenses, laissant plusieurs indicateurs financiers clés largement inchangés. Cette approche devrait dissiper les craintes d'une détérioration supplémentaire des finances publiques, mais elle soulève en même temps des questions quant à la capacité du gouvernement d'engager la province sur une trajectoire budgétaire véritablement améliorée.

Une conjoncture économique traversée de courants contraires

La situation économique occupe une place centrale dans la présente saison budgétaire. L'évolution rapide de la politique commerciale américaine et les fluctuations des prix des produits de base ont fait que l'incidence budgétaire s'est révélée moins grave que beaucoup ne l'avaient prévu il y a un an. Dans le cas de la Colombie-Britannique, le portrait est mitigé : les prévisions de croissance du PIB réel ont été révisées à la baisse, tout comme les perspectives de croissance démographique (tableau 2). En revanche, les prévisions de croissance du PIB nominal demeurent essentiellement inchangées par rapport au budget 2025.

À cela s'ajoutent d'importantes révisions historiques du niveau du PIB nominal et des assiettes de revenus enregistrées en Colombie-Britannique, comme dans l'ensemble des provinces. Tous ces éléments brossent un tableau qui demeure globalement favorable à une progression des revenus au cours des prochaines années.

Tableau 2
Projections économiques actualisées de la Colombie-Britannique

	2025	2026	2027	2028
<u>Croissance du PIB réel (%)</u>				
Budget 2025	1,8	1,9	1,9	2,1
Budget 2026	1,5	1,3	1,8	1,9
<u>Croissance du PIB nominal (%)</u>				
Budget 2025	4,3	4,3	4,2	4,4
Budget 2026	4,1	4,4	4,1	4,2
<u>Croissance démographique (%)</u>				
Budget 2025	0,2	-0,3	0,7	1,1
Budget 2026	0,5	-0,9	0,4	1,0

Ministère des Finances de la Colombie-Britannique et Desjardins, Études économiques

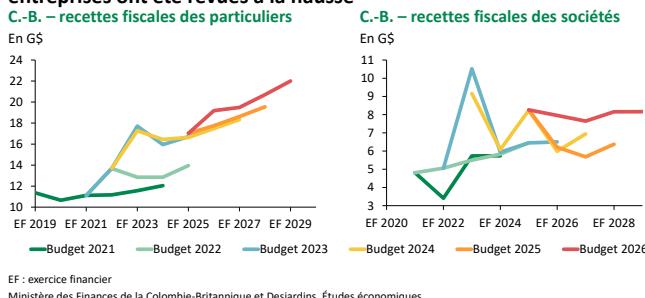
Mobiliser tous les leviers mène à une légère hausse des revenus

Même si elles ne s'avèrent pas systématiquement supérieures aux prévisions établies au printemps dernier, les perspectives de revenus de la Colombie-Britannique sont généralement plus élevées qu'anticipé auparavant. À court terme, cette amélioration provient surtout des revenus autonomes, tandis que l'augmentation projetée des transferts fédéraux prend le relais dans les dernières années de l'horizon de prévision. Certaines des principales catégories de revenus, notamment l'impôt sur le revenu des particuliers et celui des sociétés, laissent d'ailleurs

entrevoir une hausse de l'assiette fiscale (graphique 2). Cette progression découle en partie d'une augmentation du taux d'imposition de base, des taxes foncières ainsi que de la taxe sur la spéculation et les logements vacants, de même que de l'élargissement de la taxe de vente provinciale.

Graphique 2

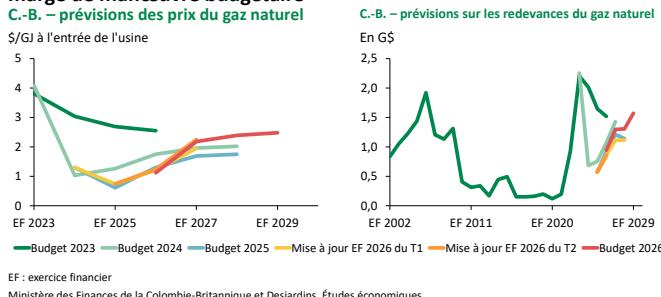
Les perspectives concernant l'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises ont été revues à la hausse



Comme c'est souvent le cas dans les plans budgétaires de la province, le budget 2026 repose sur une hypothèse de prix du gaz naturel inférieure à la moyenne des prévisions du secteur privé pour l'ensemble de l'horizon. Cet élément ajoute une couche de prudence supplémentaire au cadre financier, au-delà de celle déjà intégrée aux perspectives économiques, ce qui maintient les projections de redevances tirées du gaz naturel sous ce qu'elles auraient pu être autrement. Cela dit, comme les prix du gaz naturel devraient se raffermir par rapport aux documents budgétaires précédents, les redevances correspondantes devraient aussi progresser (graphique 3).

Graphique 3

Les prévisions prudentes concernant le prix du gaz naturel offrent une marge de manœuvre budgétaire

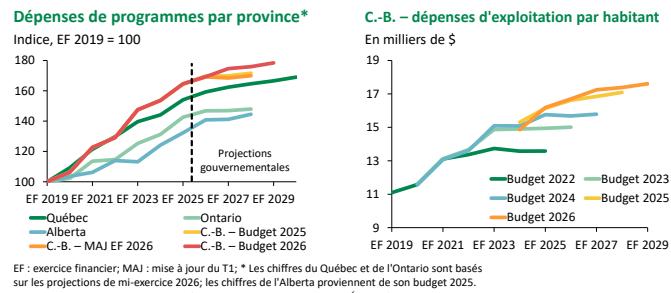


Ce que les revenus accordent, les dépenses le reprennent

Même si l'amélioration généralisée des perspectives de revenus constitue une évolution positive, celle-ci est essentiellement neutralisée par une hausse des dépenses de programmes (graphique 4). En effet, ces dernières devraient désormais augmenter dans les dernières années de l'horizon de prévision, alors qu'une diminution était auparavant anticipée. Plus précisément, le gouvernement provincial prévoit 5,1 G\$ en nouvelles dépenses sur trois exercices à compter de l'EF 2027, dont plus de la moitié sera consacrée aux services de santé, à la santé mentale et au traitement des dépendances (2,8 G\$). Les investissements additionnels en éducation et en services de garde représentent l'essentiel du reste.

Graphique 4

Les plans de dépenses de la Colombie-Britannique continuent de croître



Cela dit, certaines économies figurent également dans les nouvelles prévisions de dépenses. Par exemple, le gouvernement provincial s'est engagé à réduire d'environ 15 000 équivalents temps plein dans la fonction publique d'ici la fin de l'EF 2029, ce qui correspond à 3,4 % de l'effectif total.

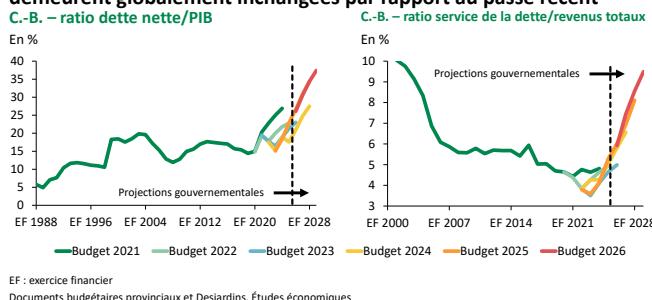
Bien que le gouvernement de la Colombie-Britannique ait accru ses dépenses, neutralisant ainsi une grande part des revenus additionnels anticipés, il a également relevé le niveau des provisions, désormais fixées à 5 G\$ pour chaque année du cadre financier (comparativement à 4 G\$ auparavant). Cette marge de prudence supplémentaire vise à mieux gérer les initiatives prioritaires et les pressions liées aux dépenses de programmes.

Des indicateurs d'endettement peu modifiés par rapport aux projections antérieures

Compte tenu des ajustements aux perspectives de revenus et de dépenses, le déficit moyen s'est légèrement détérioré sur l'horizon de prévision en comparaison avec le budget 2025. Il n'est donc pas surprenant que les projections relatives à la dette nette en proportion du PIB demeurent, elles aussi, semblables (graphique 5). La dette nette devrait augmenter en part du PIB nominal, passant de 26,1 % pour l'EF 2026 à 37,4 % pour l'EF 2029. Les révisions historiques à la hausse du PIB nominal ont toutefois permis de réduire légèrement le ratio dette nette/PIB projeté à court terme. Cela dit, les prévisions du ratio du service de la dette aux revenus ont été révisées à la hausse, dépassant légèrement les niveaux présentés dans le budget 2025.

Graphique 5

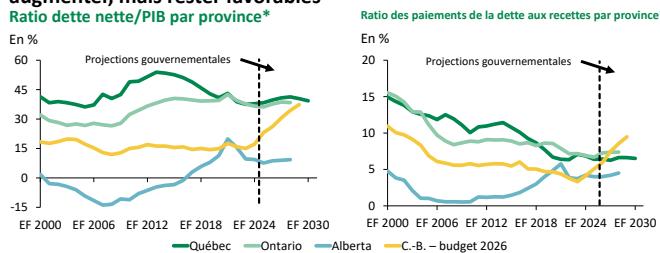
Les perspectives de la C.-B. concernant les indicateurs d'endettement demeurent globalement inchangées par rapport au passé récent



Même si elle s'est dégradée récemment, la dette nette en proportion du PIB de la Colombie-Britannique demeure nettement inférieure à celle de l'Ontario et du Québec (graphique 6), qui n'ont pas encore publié leurs mises à jour budgétaires. Plus préoccupante est toutefois la hausse anticipée des coûts du service de la dette, lesquels devraient, selon le gouvernement provincial, dépasser les plus récents scénarios à moyen terme publiés par les autres grandes provinces.

Graphique 6

Les indicateurs de la dette de la Colombie-Britannique devraient augmenter, mais rester favorables



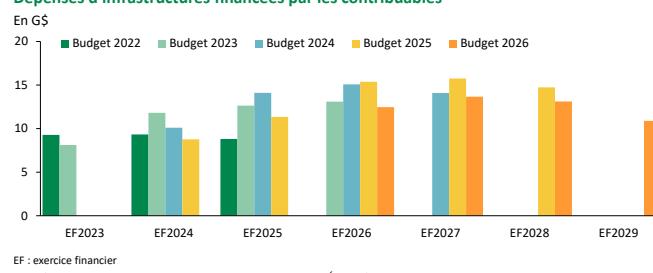
Le Plan d'immobilisations est revu à la baisse, créant une marge de manœuvre budgétaire

Les dépenses en immobilisations se sont établies à 12,5 G\$ pour l'EF 2026, soit moins que ce qui était prévu dans la mise à jour du deuxième trimestre (15,4 G\$), mais elles devraient augmenter modérément pour atteindre 13,7 G\$ pour l'EF 2027 (graphique 7). Cela dit, à 37,7 G\$ sur un horizon de trois ans, le total des investissements prévus en immobilisations est inférieur de 8,2 G\$ aux projections du budget 2025, alors que plusieurs projets d'infrastructures publiques arrivent à terme. Toutefois, cet ajustement offre une plus grande soutenabilité budgétaire et permet de prolonger les investissements en infrastructures sur un horizon plus long. Comme dans le budget précédent, plus de 60 % des dépenses seront consacrées aux projets d'infrastructures publiques et au secteur de la santé.

Graphique 7

Les dépenses d'investissement majeures ont été revues à la baisse

Dépenses d'infrastructures financées par les contribuables



Les besoins d'emprunt ont été révisés à la hausse et devraient atteindre 34,9 G\$ pour l'EF 2027, comparativement à la prévision de 33,1 G\$ inscrite dans le budget précédent. Cette augmentation découle de dépenses opérationnelles et d'investissements en immobilisations plus élevés, ainsi que d'un refinancement accru des échéances à court terme. Pour l'EF 2028 et l'EF 2029, la province prévoit emprunter respectivement 35,0 G\$ et 30,3 G\$, des niveaux reflétant des projections plus élevées en matière de dépenses opérationnelles et d'immobilisations, ainsi qu'une trajectoire déficitaire plus prononcée.